

Le compromis qui lie la réforme fiscale à l'AVS atténue la pression sur l'âge de la retraite

Les femmes jouent à pile ou face



« CHRISTIANE IMSAND

Age de la retraite » La majorité des partis bourgeois, tout comme les milieux économiques, s'est désormais résignée à avaler la couleuvre. A l'instar d'Henri IV pour qui Paris valait bien une messe, ils estiment que la réforme de la fiscalité des entreprises vaut bien une entorse à l'orthodoxie libérale. C'est pourquoi ils ont fini par admettre la compensation sociale qui attribue deux milliards de francs par année à l'AVS. Et tant pis si cela rend plus difficile le relèvement de 64 à 65 ans de l'âge de la retraite des femmes qu'ils réclament depuis des années. Car le Parti socialiste crie déjà victoire. Il estime que le compromis avalisé par le parlement permet de renvoyer cette mesure aux calendes grecques.

Cela fait déjà plusieurs décennies que la question de l'âge de la retraite divise le pays. La dernière réforme d'envergure de l'AVS remonte à 1997. Elle avait notamment porté de 62 à 64 ans l'âge de la retraite des femmes. Depuis lors, le statu quo l'a toujours emporté. La perspective d'une rente repoussée non pas à 65 ans mais à 67 ans pour tous, évoquée dès 2003 par l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin, a servi de repoussoir.

Echec en 2017

Aujourd'hui, la retraite à 67 ans n'est pas à l'ordre du jour. Par contre, en 2017, la Suisse était tout près d'une harmonisation à 65 ans de l'âge de l'AVS. Le PS s'était rallié à cette mesure, car il estimait avoir obtenu une contrepartie acceptable en négociant avec le PDC une augmentation de 70 francs de la rente AVS et une amélioration de la prévoyance professionnelle des personnes tra-



Le comité contre la réforme prévoyance vieillesse 2020 a gagné, puisque 52,7% des votants ont rejeté le projet le 24 septembre 2017. Keystone-archives

vaillant à temps partiel ou ayant de faibles revenus. L'opposition de droite qui ne voulait pas d'une augmentation des prestations, conjuguée à celle d'une partie du monde syndical pour qui il était inimaginable de jouer avec la retraite des femmes, a sonné le glas de la réforme globale des deux piliers. Elle a été rejetée par 52,7% des suffrages le 24 septembre 2017.

Dépassés sur leur gauche, le PS et les centrales syndicales ont retenu la leçon. Il n'est désormais plus question pour eux de relever l'âge de la retraite des femmes tant que celles-ci resteront discriminées en matière de salaire et de conditions de travail. Et ce n'est pas à la veille de la grève des femmes, annoncée pour le 14 juin, qu'ils vont revoir leur position.



«La situation de l'AVS se détériore plus vite que prévu»

Christine Bulliard-Marbach

Cela n'a pas empêché de nouvelles querelles intestines, car la gauche radicale doute que l'adoption le 19 mai du compromis qui lie fiscalité et AVS éloigne la perspective d'une année de travail supplémentaire pour les femmes. «Le résultat des délibérations parlementaires ne s'est pas traduit par le retrait du projet AVS 21 qui vise à augmenter l'âge de la retraite des femmes», souligne Michela Bovolenta, secrétaire centrale du Syndicat des services publics (SSP). «Le parlement ne sera saisi de cette réforme qu'après les élections fédérales, ce qui arrange le PS.»

Pour la conseillère nationale Ada Marra (VD), vice-présidente du PS, l'extrême gauche se trompe d'analyse. «Le compromis issu du parlement constitue une opportunité

unique de maintenir le niveau des prestations. Nous sommes désormais en mesure de contrer les arguments financiers de la droite, que ce soit au parlement ou devant le peuple. Alors que l'élévation d'un an de l'âge de la retraite des femmes apporterait 1,3 milliard au fonds de compensation de l'AVS, notre solution apporte 2 milliards. Nous sommes prêts à lancer le référendum si le parlement ne se rend pas à la raison.»

La droite persiste et signe

Les milieux bourgeois ne sont cependant pas disposés à effacer l'ardoise. Tant l'UDC que le PLR et le PDC continuent à exiger un âge de référence identique pour hommes et femmes. Et cette fois, la gauche ne peut pas compter sur le PDC pour faire front com-

mun. «Ces 2 milliards nous permettent de gagner un peu de temps mais ils ne suffisent de loin pas à rétablir la situation financière de l'AVS qui se détériore plus vite que prévu», affirme la démocrate-chrétienne fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach. «Les femmes doivent faire leur part pour rétablir la situation.»

C'est le nouveau parlement issu des élections fédérales de cet automne qui s'emparera de cette problématique. Il ne fait guère de doute qu'il se trouvera une majorité pour élever l'âge de la retraite des femmes. Par contre, des aménagements restent possibles. Tout se jouera sur les mesures de compensation permettant aux petits revenus de prendre une retraite anticipée à des conditions acceptables. »

52,7 %

Le taux auquel les votants ont rejeté la réforme de la prévoyance vieillesse en septembre 2017

64 ans

L'âge de la retraite des femmes depuis la réforme de 1997

2 mia

En francs, la somme que la RFFA prévoit de reverser à l'AVS